

Édition du "REVEIL DU NORD" 108, rue de Paris, Lille

La plus forte vente de la région

Qualité

Directeur : Eug. GUILLAUME

BUREAU : ROUBAIX 45, rue de la Gare, 45 TOURCOING 8, rue Desurmont, 8

CARILLONS FLAMANDS

C'est le mardi 24 juin, que reprendront à Bourbourg, les concerts. Les plus célèbres carillonneurs de Belgique et de France donneront une audition

Les carillons inventés en Flandre y sont communs depuis le XI^e siècle, et depuis cette lointaine époque, aussi bien en Belgique qu'en France, nos cités se disputaient la gloire d'avoir le meilleur artiste carillonneur.

Nous comptons également dans notre région des carillons fort appréciés, tels celui de Saint-Amand, que le prestigieux M. Lannoy manie avec maîtrise; celui de Dunkerque avec ses 43 cloches, ceux de Douai et Roubaix, 59 cloches; Bourbourg, 37 cloches. Dans cette dernière ville, la nécessité s'était imposée il y a un peu plus d'un an d'une



Le campanile de l'église paroissiale de Bourbourg, en particulier, le carillonneur, M. Nobe Marcant, qui reprendra bientôt les auditions avec un matériel moderne.

revision complète d'un matériel resté qui menaçait ruine, et d'une modernisation à gros frais.

Les premiers coups, les Bourbourgeois sentaient bien qu'il manquait quelque chose dans leur existence dont la monotone n'était plus rompue par les joyeux accents du cher carillon, et ils décidaient assez rapidement d'organiser un comité pour recueillir les sommes nécessaires à cette restauration. En réalité, la dépense à supporter, une trentaine de mille francs, apparaissait assez lourde, et il fallut une année pour la couvrir. C'est chose faite maintenant, et le 24 juin prochain on inaugurerait solennellement le nouveau carillon.

Un joyeux carillonneur

Il est fort curieux de constater que les plus pressés à rompre le morne silence des cloches en réveil sont précisément ceux qui ont quitté Bourbourg et y reviennent soit régulièrement aux jours de marché, le mardi, soit à des réunions de famille à l'occasion des fêtes. Ce sont précisément à ces dates, les mariages, les baptêmes et aux fêtes carillonnées, que l'opérateur agréé se voit couronné et aimé des vieux Bourbourgeois dont il harcèle l'attention. Ces revenants au pays natal valent ainsi plus sensible cette diminution du cadre local, et ils ont fort heureusement traduit cette impression nostalgique par une générosité exemplaire en couvrant les deux tiers de la souscription.

Un homme que comble de joie la proche renaissance est le jeune carillonneur de Bourbourg, un brave tonneleur, M. Nobe Marcant, 33 ans, qui a pris il y a quelques années, la succession du vénérable père. Roland, qui opéra pendant plus de quarante ans. Bon musicien, chef d'une harmonie d'une commune voisine, M. Marcant a consacré une bonne part de ses loisirs à se perfectionner dans le noble art. La municipalité lui a même récemment facilité un stage de perfectionnement qu'il est allé accomplir à Malines, sous la direction du célèbre Jef Denyn. Il y retournera pour une courte période au début de juin. Pour l'instant, il est tout à la fois des derniers préparatifs de sa saison, ses journées dans le campanile qui l'attend avec une magnifique carillon de 37 cloches, à trois octaves chromatiques et 18 pédales. Les carillonneurs de Saint-Amand, de Bourbourg et de ses collaborateurs de Malines, M. Lannoy, de St-Amand, et on peut s'attendre à une magnifique audition. Le lendemain, jour de fête élémentaire et le dimanche suivant, le cortège traditionnel de Gédéon et Alphonse, les Bourbourgeois vont être comblés et leur carillonneur reprendra une carrière que nous lui souhaitons aussi longue que celle du doyen de la corporation, M. Gustave Caumont, de Saint-Quentin, dont on félicite tout récemment le cinquantième anniversaire.

Jours de liasse

La cérémonie d'inauguration est fixée au mardi 31 mai de Saint-Jean-Baptiste, à qui est dédiée la vieille église paroissiale que domine le gracieux clocher. Ce jour-là on s'est assuré les concours de meilleurs carillonneurs. Jef Denyn et un de ses collaborateurs de Malines, M. Lannoy, de St-Amand, et on peut s'attendre à une magnifique audition. Le lendemain, jour de fête élémentaire et le dimanche suivant, le cortège traditionnel de Gédéon et Alphonse, les Bourbourgeois vont être comblés et leur carillonneur reprendra une carrière que nous lui souhaitons aussi longue que celle du doyen de la corporation, M. Gustave Caumont, de Saint-Quentin, dont on félicite tout récemment le cinquantième anniversaire.

L'AVIATRICE INTREPIDE



On sait que Miss Amy Johnson, surnommée la Girl Lindbergh, a touché la côte australienne, à Fort Darwin, le 24 mai, après avoir parcouru 1000 kilomètres. Notre photo montre l'intrepide aviatrice anglaise qui est âgée de 23 ans. (W.W. P.B.)

UNE NOUVELLE VICTIME DES EMPOISONNEMENTS DE LA BASSEE

M^{lle} Delvallée, qui ne s'était jamais remise de l'intoxication qu'elle avait subie, est décédée hier après d'atroces souffrances

La grave affaire d'empoisonnement de La Bassee, nous résumons, encore bien des surprises. Les constatations nous renseignent. Le jugement ne s'est pas fait attendre et, à la mort de M. Lenoir, à celle de Mme Devienne, il nous faut maintenant ajouter une troisième victime, celle de Mme Delvallée, qui, dans le quartier du Nouveau-Monde, habitait avec son mari, sa jeune fille de dix-huit ans, et deux enfants, de l'Assistance publique, qui tous avaient été intoxiqués par le pain de seigle acheté chez M. Dupuis, charcutier.

L'histoire de la "jambette"

Au lendemain de cette affaire, au cours de notre enquête, nous avions, dans la cité pauvre située à droite de la route de Lille à La Bassee, rencontré Mme Delvallée qui, atrocement souffrante de l'intoxication dont elle était victime. C'est cette même personne qui justement déclara un jour aux policiers et à nous-mêmes que le pain de seigle acheté par elle chez le charcutier Dupuis, le samedi 26 avril, vers 16 h. 30, était mou et avait un goût fade. C'est elle encore qui, dans sa déposition, ajoutait :

Le lundi 29, j'achetais une jambette, que je mettais bouillir. A l'heure du repas, le souper insupportable se répandait dans la pièce; la jambette avait empuisé le bouillon. Mon chien, à qui je donnais la viande à manger, fut lui-même très malade.

Un troisième décès

Pouvait-on se rendre compte de l'état malade de la bête, demandions-nous un jour à Nord, a répondu l'inspecteur vétérinaire, au juge d'instruction qui l'interrogeait. Le fonctionnaire ajoutait même que cela provoquait une protestation indignée du Syndicat des porcs. Quant à ce porc porteur en eux le bacille infectieux de Gartner ?

L'affaire n'est pas close et ne sera pas de sitôt ; au point de vue scientifique, elle ne fait que débiter et il s'agit maintenant d'apprécier l'opinion publique.

La mort de Mme Delvallée, survenue hier matin, vers 9 heures, après de longues et douloureuses souffrances ; celle de M. Lenoir, celle aussi, presque certainement de la même cause, de Mme Devienne — le rapport du médecin légiste n'a pas encore été remis au Parquet — j'étais toujours grave d'un certain nombre de malades, qui ont été légitimement effrayés dans toute la région, à La Bassee tout particulièrement et il s'agit de l'appeler au plus tôt.

Ajoutons que le Parquet de Lille a commis un médecin légiste pour pratiquer l'autopsie du corps de Mme Delvallée.

R. L.

Les vacances payées des ouvriers mineurs

Une réunion de la Commission fédérale des Syndicats d'Anzin, du Nord et du Pas-de-Calais.

La Commission fédérale des Syndicats des Mineurs d'Anzin, du Nord et du Pas-de-Calais nous communique :

La Commission s'est réunie à la Maison Syndicale, à Lens, lundi 26 mai, à 10 heures du matin. Étaient présents : MM. Mads, Malilly, Leroy, Coigne, Quintin, Legay, Robey, etc.

La Commission a examiné longuement l'ensemble des avis exprimés par les ouvriers et les délégués, sur les réserves formulées par les représentants patronaux. Il fut décidé d'adresser une nouvelle demande d'entrevue à M. le président de la Chambre des Représentants de Lens, afin d'essayer de résoudre la légitime revendication des mineurs.

Pour le Comité Fédéral : QUINTIN, ROBAY, MALILLY.

Le dixième Congrès de la Fédération Nationale des Mutilés et Invalides du Travail

Précédé hier Lundi d'une journée préparatoire, il s'ouvrira aujourd'hui à l'Hôtel de Ville de Lille

C'est aujourd'hui, à 9 h. 30 du matin, que s'ouvre à l'Hôtel de Ville de Lille, le 10^e Congrès de la Fédération Nationale des Mutilés et Invalides du Travail. La journée de lundi fut, ce qu'on appelle une « journée préparatoire », au cours de laquelle en des réunions particulières on établit les méthodes de travail du congrès.

De 10 h. du matin, en effet, sous la présidence de M. Legros, secrétaire départemental de la Haute-Vienne, le bureau fédéral et la Commission exécutive se réunissent à l'Hôtel de Ville de Lille, dans le but d'examiner les questions importantes figurant à l'ordre du jour du congrès.



Les membres de la Commission exécutive fédérale, entourant leur secrétaire, M. Marcet, que l'on voit au centre du premier plan.

Les questions sont : Conditions de l'application de la Fédération Mutualité du Travail; 2. Conditions matérielles de travail des mutilés et invalides du travail; 3. Nomination de la Commission de vérification des mandats; 4. Nomination de la Commission de contrôle; 5. Compte rendu moral du secrétaire général administratif; 6. Compte rendu moral du Conseil juridique fédéral; 7. Compte rendu financier (travaux fédéraux); 8. Compte rendu moral de l'Association des Mutilés et Invalides du Travail; 9. Renouvellement du bureau fédéral; 10. Renouvellement de la commission exécutive fédérale; 11. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 12. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 13. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 14. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 15. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 16. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 17. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 18. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 19. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 20. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 21. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 22. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 23. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 24. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 25. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 26. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 27. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 28. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 15. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 16. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 17. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 18. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 19. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 15. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 16. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 17. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 18. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 19. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 15. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 16. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 17. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 18. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 19. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 15. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 16. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 17. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 18. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 19. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 15. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 16. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 17. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 18. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 19. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 15. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 16. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 17. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 18. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 19. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 15. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 16. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 17. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 18. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 19. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 15. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 16. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 17. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 18. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 19. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 15. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 16. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 17. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 18. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 19. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche et de la Loire); 15. Indemnité spéciale aux Mutilés du travail ayant besoin de l'aide d'une tierce personne sans tenir compte du taux d'incapacité fixe (Proposition de la Manche et de la Seine-et-Marne); 16. Fourniture gratuite et renouvellement des appareils de prothèse (Proposition de l'Aveyron et du Lot-et-Garonne); 17. Priorité pour les mutilés du travail dans les emplois civils (Proposition du Lot-et-Garonne et de la Loire); 18. Création d'une caisse autonome pour la préparation des accidents du travail (Proposition de la Loire et du Lot-et-Garonne); 19. Obligation à tous les employeurs d'assurer par un contrat individuel ou collectif, tout employeur d'être son propre assureur (Proposition de la Loire).

Après-midi : 1. Renouvellement du bureau fédéral; 2. Modification aux statuts fédéraux (Loire, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, etc.); 3. Proposition de modification des statuts dans tous les groupements départementaux et sections locales (Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme); 4. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 5. Création dans toutes les sections de fiches individuelles pour les adhérents (Proposition de l'Alsace); 6. Proposition de la Loire et du Puy-de-Dôme; 7. Limitation de l'adhésion aux seules personnes pouvant justifier être mutilés ou invalides du travail (Proposition du Puy-de-Dôme); 8. Etablissement d'un salaire minimum de base pour le calcul des rentes, accidents du travail et rajustement de toutes les rentes arriérées sur la base de ce salaire (Proposition de la Haute-Saône); 9. Rajustement de toutes les rentes, accidents du travail sur la base de 12.000 francs (Proposition du Rhône); 10. Etablissement d'un salaire de base uniforme dans toute la France pour la fixation des rentes allouées aux victimes du travail de l'Agriculture (Proposition de la Haute-Saône); 11. Allocations supplémentaires pour charges de famille (Proposition de l'Aveyron); 12. Réversibilité d'une partie de la rente sur la tête du conjoint survivant ou sur les enfants mineurs en l'absence du conjoint (Proposition de Lot-et-Garonne, du Puy-de-Dôme et de la Loire); 13. Uniformisation des allocations ou majorations pour les mutilés atteints de la même infirmité (Proposition de la Haute-Saône, Côte d'Or, Loire, Haute-Garonne, etc.); 14. Extension aux mutilés du travail occupés dans les établissements et services de l'Etat, des départements et des communes, des mêmes avantages dont bénéficient les mutilés de guerre (Proposition de la Manche